

C'est le sujet que personne ne veut affronter, celui qui charrie le plus de lâchetés et d'hypocrisies, le plus insoluble aussi. L'errance des migrants, la grande tragédie de cette décennie. Nombre de responsables politiques sont prompts à compatir à leur misère quand un drame éclate – des cadavres desséchés retrouvés dans un conteneur, des corps noyés à l'issue d'un naufrage –, mais la plupart préfèrent la fermer plutôt qu'agir. Qu'on exprime le moindre élan de solidarité et l'on est aussitôt accusé d'être des gauchistes naïfs et inconséquents. Pendant ce temps, les drames humains continuent. La solution la plus simple serait de faire en sorte que les migrants n'éprouvent pas le besoin de migrer. Mais cela relève de l'utopie. Difficile

EDITORIAL

Par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Coopération

d'imaginer un monde sans guerre ni dictateur prêt à affamer sa population pour asseoir son pouvoir. L'autre solution consisterait à combattre les trafiquants de détresse, ceux qui sont prêts à jouer la vie d'enfants, de femmes et d'hommes désespérés, à la seule fin de se remplir les poches. Notre reportage à travers la France, de Hendaye à Calais, est à cet égard édifiant.

Il montre que l'inventivité des passeurs est sans limite. À peine une route se ferme-t-elle qu'ils en ouvrent une autre, parfois plus dangereuse. Plus de 500 filières ont été démantelées depuis 2019, mais celles-ci se reconstituent très vite, c'est sans fin, et elles sont souvent organisées de l'étranger avec des «banquiers» chargés d'avancer l'argent du passage aux migrants. La seule réponse sérieuse passe par la coopération européenne, mais une vraie de vraie, alliant humanité et réalisme, certainement pas celle qui consiste à se décharger du fardeau sur la Turquie, sommée de bloquer les migrants à la frontière gréco-turque en échange de compensations financières. ♦

A travers la France, les destins fragiles des exilés

Passeurs à la petite semaine, réseaux plus structurés aux ramifications internationales... «Libération» a enquêté sur les nouvelles routes empruntées par des migrants sans cesse traqués par la police.

ENQUÊTE

Par
GURVAN KRISTANADJAJA
envoyé spécial dans les Pyrénées-Atlantiques, dans le Nord-Pas-de-Calais et en Indre-et-Loire
et **CYRILLE PITOIS**
dans les Pyrénées-Atlantiques

De leur pays d'origine à celui dont ils rêvent, les exilés traversent des routes, des mers et des montagnes. Un voyage long de plusieurs mois – voire années – au cours duquel ils remettent souvent leur destin à des passeurs. Dans cette quête d'une vie meilleure, la France est une étape clé : au «pays des droits de l'homme», ils s'imaginent vivre paisiblement ou au moins y trouver un

peu de repos. Avant de déchanter. Faute d'un accueil digne et sous la pression policière, leur quotidien n'y est en réalité pas bien différent de ce qu'ils ont vécu depuis leur départ. De Hendaye à Calais en passant par Tours, *Libération* a enquêté sur cette route des migrants qui traverse la France.

Au Pays basque «Des gens refoulés du train»

Ahmed (1) a débarqué dans la voiture 16 du train en provenance de Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) et à destination de Paris, les yeux ronds comme des billes. Il est arrivé au dernier moment en gare de Bayonne pour éviter les contrôles de

police. Ce Marocain de 24 ans, cheveux courts et frange droite, tient son billet comme on manipule la notice d'un meuble Ikea : il le tourne dans tous les sens pour en déchiffrer les instructions. Un passager l'aide à trouver sa place dans un carré familial au milieu du wagon. Il s'installe, stressé. Le voyage comporte son lot de risques : Ahmed n'a pas de papiers ni de titre de séjour, il risque de se faire arrêter. Il est arrivé au Pays basque il y a quelques jours en provenance d'Espagne, après avoir quitté une «mauvaise vie» dans son pays natal. Il ne souhaite pas s'attarder en France, il doit rejoindre l'Angleterre. Depuis le départ du train, des agents de la police aux frontières (PAF)

effectuent des allers-retours dans les voitures, gilet pare-balles enfilé et attirail dissuasif à la ceinture. À chaque rangée de sièges, ils dévisagent les passagers. Ceux qui piaotent sur des ordinateurs ne semblent pas suspects, à leurs yeux. Il est en revanche aisé de reconnaître les exilés : outre leur couleur de peau, ils montent sans bagage et portent souvent un masque abîmé. À peine le temps pour Ahmed d'enlever sa veste que la PAF s'arrête à son niveau. «Vous allez où ? Les billets sont à votre nom ? Vous avez des papiers ?» l'interrogent-ils avant de lui demander de les suivre. Ahmed descend à Dax, accompagné des forces de l'ordre, puis disparaît dans la gare.

Que va devenir l'exilé ? À bord du train, les agents ne s'expriment pas. Les associations locales d'aide aux migrants ont, elles, une petite idée de ce qui l'attend. Depuis quelques semaines, ces bénévoles constatent un renforcement des contrôles à la frontière franco-espagnole. «Même avec des billets de TGV nominatifs, la police les intercepte et les renvoie directement en Espagne», explique Lucie Bortayrou, présidente de l'association Diakité à Bayonne. «Ils vivent des pushbacks, des refoules-

ments à la frontière. Cette pratique nous interpelle car elle est prohibée par les traités internationaux», assure Francisco Sanchez, avocat et membre du Collectif de défense des migrants du Pays basque en France. À Irún, côté espagnol, Anaïtze Aguirre, de l'association Irungo Harrera Sarea, confirme : «On voit arriver des exilés renvoyés de France tous les jours depuis trois semaines. On a même accueilli des gens refoulés du train depuis Bordeaux.» Selon ces différents acteurs associatifs, la pratique ne se limiterait pas au ferroviaire. Tous les points de passage frontaliers sont concernés : péages, routes, villages...

Assis sur un banc près d'un skatepark à Irún, Franck (1), 28 ans, parti de Côte-d'Ivoire il y a cinq ans, guette une opportunité de passer du côté français. Franck a déjà tenté sa chance à quatre reprises. La police française l'a toujours intercepté. «La dernière fois, à Saint-Jean-de-Luz, les forces de l'ordre m'ont demandé mes papiers. Je n'en avais pas, alors j'ai été reconduit aussitôt ici», explique-t-il. Quand la place en hébergement associatif vient à manquer, Franck s'installe dehors pour la nuit et coïte. «Je viens d'une famille pauvre.

A Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) en 2018.

PHOTO MARION VACCA.
HANS LUCAS

